les dossiers d'AGROPOLIS INTERNATIONAL

Compétences de la communauté scientifique

Sociétés et Développement Durable

Apport des sciences sociales

Numéro 7

Numéro 7

Avant-propos

Les agricultures du monde *au cœur des enjeux* des sociétés

Historiquement, l'agriculture a toujours été au cœur des enjeux sociaux et politiques. Même si la part de l'agriculture dans les économies développées s'est réduite considérablement, les questions agricoles et rurales demeurent d'actualité, qu'il s'agisse de sécurité alimentaire au nord comme au sud, de sûreté alimentaire, de santé humaine, de gestion des territoires et des ressources naturelles dans un monde aux ressources rares, désormais « fini » et marqué par des niveaux croissants d'interdépendance.

Ces questions, longtemps traitées au niveau des États-nations, sont désormais abordées dans un environnement international marqué par un processus de globalisation inédit dans l'histoire des sociétés agricoles qui se trouvent inégalement confrontées à la mise en concurrence de systèmes productifs distants, caractérisés par des niveaux technologiques contrastés et des possibilités très variables de réponse aux normes édictées par les grands acteurs économiques (firmes multinationales de l'agrofourniture, de l'agroalimentaire et de la grande distribution) et les pouvoirs publics (Union européenne, États-Unis…). Les consommateurs veulent en outre être rassurés sur la qualité des produits provenant de lieux de production parfois très éloignés, parfois très proches.

Les impacts des activités humaines sur la biosphère sont tels qu'il convient désormais de les intégrer dans les évaluations des techniques et des résultats économiques. Les modèles scientifiques, techniques et économiques à la base des politiques agricoles du 20e siècle qui ont conduit à l'intensification sont contestés ; les critères d'évaluation de leur efficacité doivent être réévalués dans une perspective de développement durable et les politiques publiques rénovées dans un contexte international marqué par la reconfiguration des « géographies » de la production agricole, la consolidation des interventions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la prise de parole des pays dits « émergents » (Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud).

Ce qui est en jeu renvoie aux places et rôles futurs de l'agriculture, du système agroalimentaire et du secteur rural pour et dans l'évolution des économies, des écosystèmes et des sociétés.

La production alimentaire restera capitale pour l'agriculture et le secteur rural, mais d'autres fonctions sont sollicitées de manière croissante : production de biomasse-énergie et de matières premières végétales (alimentaires et non alimentaires) pour les industries de pointe, conservation *in situ* de la biodiversité, stockage du carbone, gestion durable des ressources en eau. Par ailleurs, l'agriculture est toujours le premier employeur au monde et une dynamique de modernisation « conventionnelle » ne pourrait qu'aggraver la situation de l'emploi.

L'agriculture est aujourd'hui placée dans une position paradoxale. D'un côté, elle reste un enjeu stratégique pour l'avenir de la planète et revient en force sur le devant de la scène du fait de ses multiples rôles pour l'environnement et la gestion des ressources naturelles, l'énergie, la santé, la biodiversité, la culture, en plus de son rôle nourricier. De l'autre, les investissements publics dans les secteurs agricoles et ruraux ont considérablement diminué durant les 30 dernières années. De nouvelles formes d'action publique restent à inventer dans un contexte où de multiples acteurs aux intérêts divergents et aux capacités d'action très inégales (entreprises multinationales, collectivités territoriales, ONG environnementales) se retrouvent sur une scène autrefois réservée aux seuls acteurs de l'agriculture.

Récolte d'orge
I. Touzard © Montpellier SupAgro

De manière paradoxale, les évolutions des politiques d'aide et de coopération remettent en cause la place prépondérante du secteur rural alors que, dans la plupart des pays en développement, ce secteur est encore caractérisé par de forts taux de croissance démographique et les pays concernés par de faibles possibilités d'emploi en dehors du secteur agricole.

Dans ce contexte, de nouveaux enjeux de recherche émergent en sciences sociales pour comprendre les changements à l'œuvre, éclairer les contradictions et les controverses, produire une connaissance intelligible et utile à l'action dans le champ de l'agriculture et du rural. Les sciences sociales seront de plus en plus fréquemment interrogées sur la compatibilité du « progrès technique » avec les principes éthiques, moraux et les conditions sociales et économiques de sa mise en œuvre dans les systèmes agro-alimentaires.

Comment l'agriculture peut-elle contribuer à redéfinir les équilibres globaux au niveau de la planète en termes d'emploi et de migration, de gestion des territoires et des ressources naturelles, de production et de gestion des biens publics mondiaux (carbone, eau, biodiversité…) ? Quelles nouvelles modalités de gouvernance à différentes échelles seront nécessaires pour changer les pratiques individuelles et collectives ?

Les prochaines décennies rendront obligatoire la mise en œuvre d'innovations pour assurer la sécurité alimentaire, réduire les émissions de gaz à effets de serre, maintenir la biodiversité, etc. Dans ce contexte de fortes tensions entre objectifs, parfois contradictoires, de ressources limitées et d'asymétries croissantes entre acteurs (multinationales, producteurs et États), quels seront les rôles respectifs des États, des organisations internationales et des représentants de la société civile et notamment les producteurs et les ruraux, pour inciter au changement de pratiques ? Comment la recherche pourra-t-elle analyser et aider à décrypter dans la durée les mutations nécessaires ?

Pierre-Marie Bosc
(Cirad)